

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Services pros en informatique	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN869-150630/A	Amendment No. - N° modif. 010
Client Reference No. - N° de référence du client 20150630	Date 2015-06-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-632-28860	
File No. - N° de dossier 632el.EN869-150630	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-06-18	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lapalme, Francis	Buyer Id - Id de l'acheteur 632el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-5181 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5925
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN869-150630/A

Amd. No. - N° de la modif.

010

Buyer ID - Id de l'acheteur

632el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20150630

File No. - N° du dossier

632elEN869-150630

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

VOIR DOCUMENT CI-JOINT

MODIFICATION N^O 010 À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS
DP N^O EN869-150630/A

La présente modification vise à fournir des éclaircissements en réponse aux questions qui ont été reçues et à reporter la date de clôture de l'invitation à soumissionner du 11 juin 2015, à 14h HAE, au 18 juin 2015, à 14h HAE.

- Q1** Il est très courant que des entreprises d'envergure mondiale/de grandes entreprises de services professionnels menant des activités au Canada s'auto-assurent. À ce titre, bien souvent « l'assureur » ne mène pas d'activités au Canada, comme il est exigé actuellement dans le cadre de la DP. L'État envisagerait-il de modifier le libellé de la clause 7.15(a)(iii) de manière à aborder cette question pour de telles entreprises, en ajoutant le libellé suivant : « ou l'équivalent en fonction de l'assurance requise qui est raisonnablement facile à obtenir au Canada as généralement, conformément aux pratiques reconnues par l'industrie de l'entrepreneur »?
- Le libellé de la DP actuelle empêche par mégarde certains fournisseurs compétents de soumissionner cette occasion de marché. Ajouter le libellé proposé permettrait aux entreprises qui ne peuvent soumissionner la DP dans sa forme actuelle de présenter une offre, en plus d'atteindre les mêmes objectifs.
- R1** *Le Canada a pris en considération votre demande. Toutefois, il ne modifiera pas la clause 7.15(a)(iii).*
- Q2** L'État demande « une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables ». Plusieurs de ces politiques sont confidentielles et la pratique commune pour l'État est de demander un certificat d'assurance. L'État accepterait-il de modifier cette exigence en consentant à ce qu'un certificat d'assurance soit fourni, plutôt que la police comme telle? Il s'agit de la norme actuelle pour les demandes de soumissions du gouvernement du Canada.
- R2** *Le Canada a pris en considération votre demande. Toutefois, il ne modifiera pas la clause 7.15(a)(iii).*
- Q3** Selon la Modification 008, « la valeur du contrat désigne le montant indiqué à la clause " Limite des dépenses " du contrat (taxes applicables en sus) » et les critères modifiés continuent de faire référence à la facturation. Nous aimerions obtenir des éclaircissements au sujet de ce qui est requis au moment de présenter notre proposition. Veuillez confirmer ce qui suit aux fins de conformité avec l'exigence O1 :

1. Un soumissionnaire n'est pas tenu de facturer 5 000 000 \$ en services par rapport au contrat présenté.
2. Aucune facture ou aucun sommaire de facturation n'a besoin d'être soumis avec la proposition.

Par ailleurs, veuillez confirmer que l'on peut respecter cette exigence en présentant la page couverture du contrat attribué, à condition que celle-ci :

- démontre que le contrat portait sur des services professionnels en informatique fournis à un client du gouvernement;
- fasse état de la date d'attribution du contrat, de la valeur du contrat attribué, du numéro de contrat unique
- désigne l'autorité contractante (nom, numéro de téléphone, adresse de courriel de la personne en mesure de confirmer les détails pertinents, incluant les détails relatifs à la facturation).

R3 *Le Canada confirme que, pour satisfaire à l'exigence O1, un soumissionnaire n'est pas tenu de facturer 5 000 000 \$ en services par rapport au contrat présenté.*

Le Canada confirme aussi qu'aucune facture ni aucun sommaire de facturation n'ont besoin d'être soumis avec la proposition.

Enfin, le Canada considère inacceptable qu'on présente la page couverture du contrat attribué pour répondre à l'exigence O1.

Q4 Veuillez confirmer que pour se conformer à l'exigence O2 et au critère C1, un soumissionnaire n'a pas besoin de fournir de copies de factures ou de sommaires de facturation avec sa proposition, à la date de clôture des soumissions.

Le soumissionnaire doit remplir l'Appendice A du document joint B, Tableau de réponse pour les jours facturables de la DP, et en fournissant une réponse, certifie l'exactitude des dates et du nombre de jours facturables. Le Formulaire de réponse à la DP pour la référence au contrat, qui figure à l'Appendice A du document joint B, doit être rempli en entier mais les factures ou les sommaires de facturation ne doivent pas nécessairement y être joints. Autrement dit, les preuves à l'appui des factures énoncées doivent être fournies uniquement si le Canada en fait la demande, conformément à l'article 3.2 de la section I : Soumission technique (ii).

R4 *Veuillez vous reporter à la réponse R3.*

Q5 En ce qui concerne le critère C1, si un soumissionnaire déclare 100 jours par rapport au minimum requis de 50 jours pour une catégorie donnée, mais qu'en vérifiant les références, on se rend compte qu'il s'agit en fait de 98 ou de 104 jours, comment tiendra-t-on compte de ce facteur? Le nombre révisé sera-t-il reflété dans l'évaluation? Si la

proposition du soumissionnaire est jugée conforme autrement, sera-t-il pénalisé ou est-ce que sa proposition sera jugée irrecevable en raison de ce genre d'erreur d'ordre administratif?

R5 *Les évaluateurs tiendront compte du nombre révisé, le cas échéant.*

Q6 En raison de la taille et de la portée de la présente demande de soumissions, nous vous demandons de bien vouloir reporter la date de clôture actuelle. L'État pourrait-il envisager de reporter la date de clôture au 18 juin?

R6 *Veuillez consulter la date de clôture modifiée de l'invitation à soumissionner sur la première page de cette modification à l'invitation à soumissionner.*

Q7 Étant donné le grand volume de DP et d'engagements actuels envers des clients, l'État envisagerait-il de reporter la date de remise des soumissions pour la présente DP au 18 juin prochain?

R7 *Veuillez consulter la date de clôture modifiée de l'invitation à soumissionner sur la première page de cette modification à l'invitation à soumissionner.*

Q8 Nous vous demandons de bien vouloir reporter la date de clôture de deux semaines pour nous permettre de présenter une soumission complète et conforme en réponse à la demande de soumissions EN869-150630/A.

R8 *Veuillez consulter la date de clôture modifiée de l'invitation à soumissionner sur la première page de cette modification à l'invitation à soumissionner.*

Q9 Compte tenu du format indiqué pour l'exigence O1 dans la Modification 009, pouvez-vous confirmer qu'il serait acceptable de transmettre tous les détails requis par courriel (plutôt qu'au moyen d'une lettre comme telle)?

R9 *Un courriel ne sera pas considéré acceptable.*

Q10

- a) Selon la Modification 006, réponse 4, en lien avec l'exigence O1, on indiquait que le terme « gouvernement » s'entendait du gouvernement du Canada et/ou de gouvernements étrangers. Veuillez confirmer que, pour que les fournisseurs puissent citer en référence des travaux réalisés à l'extérieur du Canada, ceux-ci doivent tout de même avoir été assurés par l'entité juridique inscrite aux termes de l'AMA pour des SPICT n° EN578-

055605/E. Par exemple, une grande multinationale détient des bureaux à l'extérieur du Canada, mais mène des activités au Canada par l'entremise d'une entité juridique canadienne, et est inscrite dans le cadre de l'AMA pour des SPICT en ayant recours à cette entité juridique canadienne. Dans ce cas, l'entreprise peut uniquement citer en référence des projets de l'organisation réalisés à l'extérieur du Canada, s'ils ont été exécutés par l'entité juridique inscrite aux termes de l'AMA pour des SPICT n° EN578-055605/E. Est-ce exact?

- b) De même, selon l'article 1.2 de la DP, point (f) (page 7 de la DP), « Les titulaires d'un AMA qui sont invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA no EN578-055605/E au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission. » Veuillez confirmer que tous les projets de référence de l'organisation figurant dans la DP EN869-150630/A doivent avoir été réalisés par une entité juridique canadienne (y compris des coentreprises) inscrite dans le cadre de l'Arrangement en matière d'approvisionnement pour des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT), AMA n° EN578-055605/E, au moyen de l'entité juridique canadienne en question.

R10

- a) *Oui. Pour que les fournisseurs puissent citer en référence des travaux réalisés à l'extérieur du Canada, ceux-ci doivent avoir été accomplis par l'entité juridique inscrite par rapport à l'AMA pour des SPICT n° EN578-055605/E.*
- b) *Tous les projets d'entreprise citée en référence en réponse aux exigences figurant dans la DP EN869-150630/A doivent avoir été réalisés par une entité juridique (y compris une coentreprise) inscrite dans le cadre de l'Arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT, AMA n° EN578-055605/E, au moyen de l'entité juridique en question.*

- Q11 L'exigence O1 stipule ce qui suit : « Le soumissionnaire doit avoir obtenu au moins trois (3) contrats de services professionnels* en informatique, dont deux (2) auprès d'un client gouvernemental**.

Pour être recevable, chacun de ces contrats doit : 1. avoir été accordé au cours des cinq (5) années précédant la date de clôture de la demande de propositions, et 2. être d'une valeur minimale de cinq (5) millions de dollars. Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit : (1) présenter une lettre de ses clients (où paraît une date d'attribution de contrat et un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) indiquant que le soumissionnaire fournit ou a fourni et facturé au client concerné de tels services pour un montant minimal de cinq (5) millions de dollars; [...] ».

Il est très rare que l'État demande que la date d'attribution des contrats soit prise en compte aux fins de la démonstration de l'expérience. Selon notre expérience, il est plus courant que les ministères demandent que la date de début des contrats soit prise en compte. Nous craignons que la date de l'attribution des contrats ainsi exigée limite les projets pouvant être cités. De nombreux contrats sont attribués des semaines, voire des mois avant le début des travaux. Or, il se peut que des soumissionnaires veuillent citer en référence des projets similaires pertinents dont le contrat a été attribué il y a plus de 5 ans (avant le 28 mai 2010, comme il est stipulé dans la Modification n° 4), mais dont les travaux ont été entamés au cours des 5 dernières années, qu'ils soient terminés ou toujours en cours. Nous suggérons donc à l'État que, pour obtenir des exemples de travaux très similaires et pertinents de la part des soumissionnaires, il devrait modifier l'exigence de manière à permettre que les projets exécutés au cours des 5 dernières années soient considérés conformes, au lieu de restreindre le critère à la date d'attribution des contrats. Les travaux exécutés ces 5 dernières années seront pertinents aux exigences de l'État, et ce, même s'il se peut que le contrat ait été attribué à une date antérieure.

R11 *Le Canada a pris en considération votre demande. Toutefois, il ne modifiera pas le critère O1 des volets 1 et 2.*

Q12 Comme les questions posées sur l'invitation à soumissionner n'ont pas toutes été répondues, nous demandons que l'invitation soit prolongée de deux semaines pour que TPSGC ait le temps de répondre aux questions demeurrées sans réponse et que les soumissionnaires aient le temps de tenir compte des réponses données dans leurs soumissions.

R12 *Veillez consulter la date de clôture modifiée de l'invitation à soumissionner sur la première page de cette modification à l'invitation à soumissionner.*

Q13 En raison du nombre important de DDP et afin que nous puissions compiler une réponse de qualité, l'État pourrait-il envisager de reporter la date d'échéance d'une semaine au 18 juin?

R13 *Veillez consulter la date de clôture modifiée de l'invitation à soumissionner sur la première page de cette modification à l'invitation à soumissionner.*

=====

1. À l'article **2.2 Présentation des soumissions** de la DDP, modifier comme suit:

SUPPRIMER le paragraphe **(a)** dans sa totalité.

INSÉRER:

- (a) **Lieu et délai pour le dépôt des propositions :** En raison du caractère de cette demande de soumissions, on n'acceptera pas la transmission électronique des propositions par des moyens comme le courrier électronique ou la télécopie. Les soumissions ne doivent pas être transmises directement à l'autorité contractante. Par conséquent, les propositions ainsi transmises ne seront pas acceptées.

Vous devez soumettre votre proposition à l'adresse suivante, pour qu'elle y parvienne au plus tard à l'heure et à la date indiquées ci-après:

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Module de réception des soumissions
Portage III, 0B2
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Date de clôture de la demande de soumissions :

À 14 h, le 2015-06-18 Fuseau horaire : Heure avancée de l'Est

Module de réception des soumissions réservé pour la livraison des soumissions uniquement :
L'adresse ci-dessus est réservée pour la présentation des soumissions. Aucun autre document ne doit y être envoyé.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.